

## INTERVIEW

FISCALITÉ INTERNATIONALE

# « Statistiquement, le Luxembourg est un paradis fiscal »

Fabien Grasser

**L'économiste français Sébastien Laffitte explique pourquoi le Luxembourg demeure un paradis fiscal. Chercheur associé à l'Observatoire européen de la fiscalité, il a décrypté les mécanismes employés par le grand-duché pour continuer à attirer les profits des multinationales, à l'occasion d'une conférence à Luxembourg, le 19 juin.**

**woxx :** Dans vos travaux, vous classez le Luxembourg parmi les paradis fiscaux les plus importants au monde. Pourquoi cela ?

**Sébastien Laffitte :** Nous avons mené un travail dans lequel nous avons étudié en particulier les multinationales états-uniennes. Cela nous a permis d'isoler certains paradis fiscaux, car ils attirent les profits de ces entreprises. Cela dit, nous faisons la distinction entre ce qu'on appelle les gros paradis fiscaux, situés principalement en Europe et en Asie, et ce qu'on appelle les petits paradis fiscaux, où l'on pense plutôt aux petites îles des Caraïbes et du Pacifique. Ces petits et gros paradis fiscaux ont des rôles différents dans l'architecture mondiale de l'évasion fiscale.

**Et quel est le rôle du Luxembourg ?**

Son rôle a beaucoup évolué. Historiquement, on considère que le Luxembourg devient un paradis fiscal dans la première partie du 20e siècle, avec la loi sur les holdings de 1929, qui offre une taxation vraiment préférentielle aux entreprises. Les activités fondamentales des paradis fiscaux se développent néanmoins plus tard, avec l'avènement de la mondialisation, dans la seconde moitié du 20e siècle. À ce titre, le Luxembourg a accueilli des profits de multinationales, surtout états-uniennes. Le rôle du pays dans le système d'évasion fiscale international a vraiment été révélé au moment des LuxLeaks, qui ont montré comment l'État a mis en place une stratégie consciente pour favoriser la sous-taxation des profits.

**Depuis les LuxLeaks, le Luxembourg a cependant renoncé à la pratique**

**des rulings, du moins il ne le fait plus de façon aussi massive.**

Dans mes travaux, j'étudie l'histoire des paradis fiscaux pour d'abord les définir : un paradis fiscal est un pays qui met en place une stratégie légale qui va permettre d'attirer des profits générés ailleurs et dont l'impôt devrait être normalement payé ailleurs. Les rulings ont bien montré la mise en place d'une telle architecture légale. Quant à savoir si le Luxembourg est toujours un paradis fiscal, on constate qu'il continue à attirer les profits des multinationales, bien que la pratique des rulings ne soit plus la même. Pour nous, les chercheurs, c'est un peu compliqué, car on parle d'une chose très opaque et sur laquelle on a besoin d'informations, qui viennent de journalistes ou de lanceurs d'alerte. On a donc forcément toujours un temps de retard.

**Quels mécanismes le Luxembourg met-il aujourd'hui en œuvre pour attirer les multinationales ?**

C'est justement cela qui est compliqué à comprendre. Il faut regarder à quoi ressemble la législation luxembourgeoise aujourd'hui. Ça a beaucoup évolué : il y a eu l'abolition de plusieurs régimes, la mise en conformité d'autres et la mise en place de politiques anti-évasion fiscale, notamment européennes. Si on regarde cette architecture, on a tendance à se dire que tout va bien. Mais quand on regarde les chiffres, comme ceux des redevances tirées de la propriété intellectuelle, on aboutit au Luxembourg à un taux d'imposition réel en dessous de 10 %. Statistiquement, on observe donc des anomalies qui suggèrent que le Luxembourg est toujours un paradis fiscal. Contrairement au 20e siècle, il est aujourd'hui beaucoup plus difficile de discerner les paradis fiscaux des non-paradis fiscaux.

**C'est-à-dire ?**

Au cours du 20e siècle, il y avait cette dichotomie entre les grands pays qui avaient un système fiscal fort, une taxation importante, et les paradis fiscaux qui, en un sens, proposaient des services d'évasion fiscale aux ha-

bitants des pays à haut taux d'imposition. Depuis la fin du 20e siècle et l'expansion de la mondialisation, il y a une concurrence fiscale généralisée qui se met en place, et on retrouve ainsi des caractéristiques de paradis fiscaux dans des pays qui n'en sont pas. À l'inverse, dans les paradis fiscaux, on retrouve moins de caractéristiques de paradis fiscaux qu'on pourrait qualifier de pures, comme le secret bancaire. Cela s'explique par l'énorme régulation mise en place au niveau européen et au niveau mondial, avec l'OCDE. Ces mesures ont tendance à avoir mis les paradis fiscaux en conformité. Dans le même temps, il y a plus de concurrence fiscale et, par conséquent, les pays qui ne sont pas des paradis fiscaux ont désormais des pratiques dommageables.

**« Statistiquement, on observe des anomalies qui suggèrent que le Luxembourg est toujours un paradis fiscal. Mais, contrairement au 20e siècle, il est aujourd'hui beaucoup plus difficile de discerner les paradis fiscaux des non-paradis fiscaux. »**

**Qu'est-ce qui distingue dès lors le Luxembourg d'autres pays ?**

Il y a par exemple les IP box, qui permettent une imposition des revenus de la propriété intellectuelle très bas, de l'ordre de 5 %. Ce régime est validé par l'OCDE et la Commission européenne. Ce type de régime existe donc toujours, car sa mise en conformité n'a pas été très exigeante. Il est combiné à un taux d'imposition des sociétés relativement faible, de 16 %, c'est-à-dire en dessous de la moyenne des autres pays. S'il n'est pas évident d'expliquer les anomalies statistiques du Luxembourg, on voit malgré tout que

les impôts payés restent très faibles au regard des profits.

**L'une des mesures prises par l'OCDE et l'UE contre l'évasion fiscale est de s'attaquer aux sociétés boîtes aux lettres. C'est la question de la substance, qui oblige les entreprises à un minimum d'activité dans les pays. Pourtant, le phénomène des « coquilles vides » reste largement répandu au Luxembourg.**

Les règles de substance ont vraiment été un combat de l'OCDE, puis de la Commission européenne. Il faut souligner que l'UE est l'un des rares ensembles géopolitiques à être proactif sur le sujet de l'évasion fiscale, même s'il y a des critiques à formuler. Parmi les mesures adoptées, il a été demandé aux pays d'adapter leurs règles pour que les régimes de taxation préférentiels s'appuient sur de la substance. Il y a cependant une friction : les pays de l'OCDE et de l'UE sont des pays sociaux-démocrates, mais à tendance libérale forte. Ils sont contre l'évasion fiscale, notamment depuis la crise de 2008, où l'on s'est rendu compte qu'il fallait plus de revenus fiscaux pour éviter des crises politiques. Mais ils sont aussi favorables à une forme de compétition fiscale qu'ils pourraient qualifier de loyale. Dans ce logiciel, l'impôt ne doit pas être trop élevé, et la concurrence entre États permet de maintenir un taux relativement bas.

**Quelle en est la conséquence sur la question de la substance ?**

Cela se voit très bien dans le pilier 2 de l'OCDE, c'est-à-dire l'impôt minimum mondial de 15 % sur les bénéfices des multinationales. On a sorti les activités productives de la base sur laquelle il s'applique. Il s'agit des exemptions de substance. En gros, on dit : 'Si vos profits sont liés à une activité productive, avec des employés et du capital, alors l'imposition minimale ne s'appliquera pas.' On en revient à cette tension entre une compétition fiscale dite loyale et la volonté d'empêcher la compétition fiscale dommageable, liée par exemple à l'absence de substance. Cela crée un point de friction, et on ne sait

Sébastien Laffitte enseigne à la CY Cergy Paris Université et est chercheur associé à l'Observatoire européen de la fiscalité. Spécialiste des paradis fiscaux et des dynamiques mondiales de concurrence fiscale, il met en question la manière dont les États se positionnent dans la course à l'attractivité fiscale.



PHOTO : DR

plus très bien si une entreprise a de la substance ou non. Si on prend Google, on constate qu'une part importante de son activité est bien localisée en Irlande, mais la question est de savoir si les profits qui y sont déclarés correspondent à cette substance.

#### **Outre les IP box, identifiez-vous d'autres mécanismes mis en œuvre au Luxembourg ?**

Il y a des choses plus techniques, par exemple le sujet des pertes. Les multinationales en accumulent beaucoup au Luxembourg, notamment parce qu'il y a des régimes qui permettent de les déduire des impôts. C'est un aspect sur lequel nous travaillons, mais ce n'est pas encore très précis. Ensuite, il faut aussi considérer que le taux d'imposition au Luxembourg est déjà parmi les plus bas en Europe. Même si les mesures de l'OCDE ont permis de limiter l'existence de taux à zéro, trois ou quatre pour cent, un taux d'imposition faible, autour de 15 %, est suffisant pour ces entreprises qui font des milliards de profits.

#### **Quels sont les avantages de la compétition fiscale « loyale » que vous évoquez ?**

Personnellement, je n'y suis pas favorable. Les travaux théoriques en économie ont tendance à montrer qu'elle est dommageable, dans le sens où elle pousse à mettre en place des taux d'imposition inférieurs aux taux qui seraient socialement optimaux, parce qu'elle pousse les États au moins-disant fiscal. Mais l'idéologie de l'OCDE et de la Commission européenne y est favorable.

#### **Peut-on dès lors dire que, sur le fond, on a tout changé pour ne rien changer ?**

Dans un sens oui, mais je ne dirais pas non plus que rien n'a changé. En tant qu'économiste, on est contraint par l'absence d'accès aux stratégies fiscales qui sont utilisées en ce moment même et par le fait que les données auxquelles nous accédons ont deux ou trois ans. Les dernières données suggèrent qu'il y a eu un ralentissement dans l'évasion fiscale mondiale. Mais il s'agit d'un ralentissement dans son accélération. Il n'y a pas de stagnation ou de faible baisse. On ne peut donc pas dire que rien n'a changé, mais on a fait en sorte de maintenir l'évasion au maximum possible. Nous attendons aussi de voir les effets de l'imposition mondiale minimale de 15 %, mise en place en 2024. Elle devrait diminuer l'évasion fiscale des multinationales.

#### **La portée à venir de ce taux minimal fait débat au Luxembourg, le ministère des Finances affirmant être incapable d'en chiffrer les effets sur ses recettes.**

Nous avons modélisé les décisions des entreprises avant et après la mise en place de cet impôt minimal. On observe que les principaux gagnants de cette réforme seront les paradis fiscaux, car la priorité de la taxation va aux pays où sont localisés les profits, comme le Luxembourg. Le taux de 15 % reste attractif pour certaines multinationales, tandis que pour d'autres il ne le sera plus. Il va donc y avoir deux effets : des entreprises vont arrêter de faire de l'évasion et relocaliseront leurs profits dans leurs pays d'origine ; d'autres resteront dans les paradis fiscaux, car le taux de 15 % reste intéressant pour elles. Même s'il y a des incertitudes, on voit nettement que les paradis fiscaux en seront les principaux bénéficiaires. C'est d'ailleurs pour ça qu'ils ont accepté cette réforme. Cela dit, tout le monde en bénéficiera : les non-paradis fiscaux, car certaines entreprises vont arrêter de faire de l'évasion, et les paradis fiscaux, qui vont augmenter leur taux d'imposition.

#### **Le débat sur l'évasion fiscale se déplace aujourd'hui des multinationales vers le patrimoine des ultrariches. Pourquoi ?**

Les données recueillies ces quatre ou cinq dernières années montrent une concentration des profits dans les mains des très très riches, des milliardaires. Ils paient très peu d'impôts, du fait de la structuration de leur patrimoine. On ne parle pas vraiment d'évasion fiscale, dans le sens où ce n'est pas illégal. Il est intéressant de voir que le système d'imposition l'autorise, grâce notamment aux holdings, qui permettent de séparer le patrimoine de la personne physique, en créant une personne morale qui détient les droits. Or, ce qu'il faut voir, c'est que les ultrariches le sont grâce aux revenus de leurs entreprises. Ils paient très peu d'impôt sur le revenu des personnes physiques, car ils arrivent à séparer leur patrimoine d'eux-mêmes. Le seul impôt qu'ils paient est celui sur les sociétés. Mais si, parallèlement, les entreprises font de l'évasion fiscale et qu'elles ne paient que 10 % d'impôts, c'est autant de revenus appropriés par cette catégorie. Si en plus les États sont dans la compétition fiscale et diminuent le taux d'imposition sur les sociétés, cela fait encore moins d'impôt pour les ultrariches. Il y a donc un lien entre les deux. Il est important de savoir que la baisse de l'imposition des multinationales génère des inégalités de pouvoir, car, par leur puissance, celles-ci influent sur les régulations et plus elles font de profits, plus elles sont puissantes. Mais ça génère aussi des inégalités sociales plus fortes, car les entreprises sont finalement détenues par des personnes physiques. L'imposition des multinationales et l'imposition des ultrariches sont des questions indissociables.

## ËMWELT



FOTO: IISD/ENB, KIARA WORTH

Ruf der Muschel: Die dritte UN-Ozeankonferenz, die alle zwei Jahre organisiert wird, begann am 9. Juni in Nizza.

### UN-OZEANGIPFEL

# Durchbrüche in Sicht

María Elorza Saralegui

**Auf dem 3. UN-Ozeangipfel bekannten sich weitere Staaten zum Schutz der Meere, die steigenden Emissionen des Schiffssektors waren jedoch kein Thema. Zudem fehlt es noch an politischer Unterstützung, damit wichtige internationale Abkommen in Kraft treten können.**

Es sind bescheidende Schritte vorwärts. Zehn Jahre nach dem Pariser Abkommen sollte die dritte UN-Ozeankonferenz in Nizza „in gleicher Weise“ ein „Meilenstein für die Meerespolitik“ werden, so die Erwartung Emmanuel Macrons zu Beginn. Der Vergleich des französischen Präsidenten ist etwas schief: Im Gegensatz zu den Klimakonferenzen werden am Ende der Ozeangipfel lediglich die Abschlusserklärungen und keine rechtlich bindenden Verträge verabschiedet. Ziel ist stattdessen die Überprüfung und Umsetzung des 14. nachhaltigen Entwicklungsziels der Vereinten Nationen: den Schutz der Meere vor Ausbeutung und Verschmutzung durch den Menschen.

Fünf Tage lang besprachen Delegierte aus 167 Ländern an der französischen Riviera drei Hauptpunkte: ein Moratorium für den Tiefseebergbau, das „30×30“-Ziel zur Biodiversität und ein Abkommen über die Plastikverschmutzung. Größere internationale Zielsetzungen gab es keine, dafür aber „ermutigende“ diplomatische Fortschritte. So hieß es zumindest von Delegierten als die Konferenz, deren einer der Hauptsponsoren der Schifffahrtskonzern „CMA CGM“ war, am

13. Juni zu Ende ging, wie das Earth Negotiations Bulletin berichtete.

### Die Konferenz als Katalysator

So befürworteten über ein Dutzend Ländern im Laufe der Woche die Ratifizierung des sogenannten „Biodiversity Beyond National Jurisdiction“-Abkommens (BBNJ), das auch als „Hochseeabkommen“ bekannt ist. Mehr als 60 Prozent der Ozeane befinden sich in internationalen Gewässern. Bislang sind diese kaum reguliert und überhaupt nicht geschützt. Das Hochseeabkommen, das schon im Juni 2023 adoptiert wurde, soll dies ändern und unter anderem Schutzgebiete auf hoher See errichten. Das Abkommen könnte demnach entscheidend sein, um bis 2030 dreißig Prozent der Meere unter Schutz zu stellen – eins der Hauptziele der 15. UN-Biodiversitätskonvention (woxx 1715). Bislang sind weniger als 10 Prozent der Ozeane geschützt.

Damit es ab Januar 2026 in Kraft treten kann, muss das Abkommen jedoch von 60 Mitgliedsstaaten ratifiziert werden. Die Konferenz in Nizza war für einige Länder, zum Beispiel Griechenland und Rumänien, ein willkommen Anlass, das Abkommen in nationales Recht umsetzen. Ein Tag nach Beginn der Ozeankonferenz folgte auch Luxemburg: Am 10. Juni verabschiedeten die Abgeordneten der Kammer mit 59 Ja-Stimmen das entsprechende Gesetzesprojekt „Der Schutz des Ozeans gehört zu den drei

# ÖMWELT

FOTO: MAREK OKON, UNSPLASH



Werden Meeresregionen vor Ausbeutung wie industrieller Fischerei mit Rundschleppnetzen oder Tiefseebergbau geschützt, kann sich die Artenvielfalt in mehreren Jahren erholen.

Prioritäten der internationalen Verpflichtungen für Biodiversität in unserem nationalen Plan für den Schutz der Natur“, erklärte der Delegierte Luxemburgs Eric Schauls auf dem Ozeangipfel in der öffentlichen Sitzung vom 11. Juni. Luxemburg „befindet sich derzeit auf der Zielgeraden zu einer Ratifizierung des BBNJ-Abkommens.“ Bisher haben insgesamt 56 Staaten das Abkommen ratifiziert, die wichtige Marke von 60 ist also noch nicht geknackt.

## Schutz vor finanzieller Ausbeutung

„Wir sind uns der lebenswichtigen Bedeutung der Ozeane für unser Klima, unsere biologische Vielfalt und unsere Ernährungssicherheit bewusst“, sprach Eric Schauls, ein Meeresbiologe, weiter. Obwohl das Großherzogtum über keinen Meereszugang verfügt, gibt es dennoch eine Flotte unter luxemburgischer Flagge. Laut Angaben der Regierung lag 2023 die Anzahl der Schiffe, die den „Roude Leiw“ hissen, bei 204, rund 225 Unternehmen in Luxemburg arbeiten zudem im maritimen Sektor. Umweltminister Serge Wilmes (CSV) selbst hielt, obschon er sich am Montag, dem 9. Juni, zur Eröffnung der Konferenz in Nizza befand, keine Rede. Dies zum Bedauern der NGO Greenpeace: „Die politische Bedeutung des luxemburgischen Diskurses wurde dadurch erheblich geschwächt“, kommentierte Altnaï Bidaubayle, Kampagnenbeauftragte bei Greenpeace Luxemburg, dies in einer Pressemitteilung. Allerdings bleibe die offizielle Position Luxemburgs in Sachen Ozeanschutz weiterhin „progressiv“.

So zeigte das Großherzogtum auch beim Moratorium für den Tiefseeberg-

bau Rückgrat. „Es ist unsere kollektive Pflicht, [hierbei] das Präventionsprinzip anzuwenden“, begründete Schauls Luxemburgs Anschluss an die Forderung. NGOs und Meeresbiolog\*innen hatten sich für das Moratorium stark gemacht und warnen, dass Bergbauaktivitäten in der Tiefsee Seeböden und noch meist unbekannte Ökosysteme zerstören, sowie gespeicherten Kohlenstoff freisetzen könnten. Die Bemühungen für ein weltweites Moratorium kommen nur langsam voran: Vier Länder haben sich seit der Ozeankonferenz dazu bekannt, insgesamt unterstützen nun 37 Länder das Ziel. Ende April umging US-Präsident Trump die multilateralen Bemühungen und unterzeichnete ein Dekret für den industriellen Bergbau in der Tiefsee. „Wir können es uns nicht leisten, die Abgründe den privaten Interessen zu überlassen“, warnte Bidaubayle von Greenpeace. „Das Moratorium braucht eine breite Unterstützung und starke Stimmen, um diese Umweltkatastrophe zu verhindern. Luxemburg muss jede Gelegenheit nutzen, um seine diplomatischen Maßnahmen zu verstärken und bei der nächsten Sitzung der Internationalen Meeresbodenbehörde im Juli mehr Gewicht zu haben.“

Dabei kommt den Ozeanen im Kampf gegen die Biodiversitäts- und die Klimakrise eine enorm wichtige Bedeutung zu. Jährlich speichern die Meere ein Viertel der von Menschen verursachten CO<sub>2</sub>-Emissionen und produzieren gleichzeitig rund die Hälfte des Sauerstoffs der Erde. Wird diese Aufnahmekapazität jedoch überstrapaziert – wie es in den letzten Jahren zunehmend der Fall war und immer noch ist –, sind die Konsequenzen verheerend (woxx 1347): Der pH-Wert

sinkt, die Meere werden saurer – und sind heute 40 Prozent saurer als in vorindustrieller Zeit. Einem 2019 veröffentlichten Bericht der Europäischen Umweltagentur zufolge befinden sich 80 Prozent der EU-Meeresgewässer durch die Belastung mit Schadstoffen in einer „problematischen“ Lage. Durch die Verschmutzung der Ozeane, die industrielle Fischerei und die höheren Temperaturen (im Mai erreichten die Meeresoberflächentemperaturen im Nordostatlantik nach Angaben des EU-Forschungsprojektes „Copernicus“ Rekordwerte) steigt der Meeresspiegel, ganze Lebensräume werden zerstört und Arten sterben aus. Es folgen Erosionen, Überschwemmungen, extreme Regenfälle und heftigere Stürme. Direkt betroffen sind neben einzigartigen Ökosystemen, rund eine Milliarde Menschen, die in den Küstengebieten am und vom Meer leben.

## Aufrufe zu Investitionen und Plastik-Abkommen

Dennoch nimmt die Überfischung pro Jahr um ein Prozent zu und nur knapp 2,7 Prozent der Ozeane sind vor industriellen Aktivitäten geschützt – Wissenschaftler\*innen nach die einzige Maßnahme, um Ökosysteme zu erhalten. Währenddessen wächst der internationale Frachtverkehr weiter an, und die Dekarbonisierung der Schifffahrtsindustrie kommt schleppend voran. Die internationale Seeschifffahrtsorganisation hat zwar dieses Jahr Maßnahmen zur Reduzierung der Emissionen vorgeschrieben, doch beziehen sich diese bislang nur auf größere Frachtschiffe (woxx 1833). Anfang Juni stellte ein neuer Bericht des europäischen Rechnungshofes zur

Meeresverschmutzung fest, dass in der EU nicht genügend Schiffe überprüft werden und die Datenlage zu lückenhaft ist um zum Beispiel die Quellen von Abfall auszumachen.

Nicht ohne Grund wiederholte die Unesco während des Ozeangipfels demnach ihre Forderung nach „massiven Investitionen“ in die Ozeanforschung. Weltweit machen diese heute „weniger als zwei Prozent der nationalen Forschungsbudgets aus“, so Unesco-Generaldirektorin Audrey Azoulay in einer Pressemitteilung. Die Organisation ruft zur Zusammenarbeit mit kommerziellen Schiffen auf, und bietet Redereien an, ihre Schiffe mit Sensoren zur Datensammlung auszurüsten. Bis 2035 hofft die Unesco so 10.000 Schiffe zur Beobachtung der Ozeane zu rekrutieren. Neben einer Abschlusserklärung zum Schutz der Meeres- und Küstengebiete, verpflichteten sich einige Parteien gegen Ende in Nizza zu finanziellen Zusagen. 15 Milliarden Euro versprach die Europäische Investitionsbank mit Sitz in Luxemburg in den nächsten drei Jahren. Ob das versprochene Geld genügt, ist aber fraglich. Von den insgesamt 17 Nachhaltigkeitszielen der Vereinten Nationen ist das 14. zum Schutz der Ozeane eines jener, für das am wenigsten Mittel zur Verfügung stehen.

Einen Lichtblick boten vor allem einige Insel- und Küstenstaaten. So verpflichteten sich unter anderem Tansania zur Einrichtung von zwei neuen Meeresschutzgebieten und Samoa zu einem Fischereiverbot in 30 Prozent seiner Gewässer. Ghana kündigte an, industrielle Fischerei in seinen Hoheitsgewässern verbieten zu wollen. Neben dem BBNJ-Abkommen zum Schutz eines Drittel der Ozeane, steht außerdem das Übereinkommen der Welthandelsorganisation zum Kampf gegen illegale Fischerei und der Überfischung kurz davor, in Kraft zu treten. Knapp neun Ratifizierungen von 111 sind noch dafür nötig. Auch ein weltweites Anti-Plastik-Abkommen zur Reduzierung der Plastikproduktion und -verschmutzung wurde in Nizza in einer Erklärung, die von Luxemburg und 95 anderen Ländern unterschrieben wurde, erneut befürwortet. Wenn sich auch kein großer Ölstaat unter den Unterzeichnenden befindet, begrüßten Delegierte die Erklärung als „ermutigend“. Nach den größtenteils erfolglosen Verhandlungen in Busan im Dezember (woxx 1814), könnte das Abkommen, so die Hoffnung nun, in der am 5. August beginnenden Sitzung unterzeichnet werden. Ein besserer Schutz der Meere ist demnach in Sicht. So gab sich UN-Generalsekretär António Guterres auf der Ozeankonferenz noch hoffnungsvoll: „Was in einer Generation verloren gegangen ist, kann in einer Generation zurückkehren.“ Noch sei das Meer resilient genug, aber die Weltgemeinschaft dürfte private Interessen nicht voranstellen.